

Les députés de la Saskatchewan n'ont cessé de protester à l'arrière-ban en se plaignant que le Fonds de développement de l'Ouest avait disparu. Il n'en est rien. Le jour même de la publication du budget nous avons publié le rapport Gilson qui précisait que le Fonds allait verser 3.2 milliards pour moderniser complètement le réseau ferroviaire dans l'Ouest. Ainsi, 10,000 emplois nouveaux vont être créés dans cette région.

Les députés d'en face prétendent que ce Fonds a disparu. Bien sûr qu'il a disparu. On a pris cet argent pour permettre aux agriculteurs, aux producteurs et aux négociants de l'Ouest de moderniser le réseau ferroviaire, afin qu'ils puissent acheminer et vendre leurs marchandises et créer des emplois au Canada. Le député de Churchill (M. Murphy), qui a la tête vide, a dit que ce fonds avait disparu. C'est seulement lorsque sa tête résonne que l'on sait qu'il est éveillé.

**Une voix:** Au moins il a quelque chose dans la tête, lui.

**M. Axworthy:** Il y a beaucoup de jeu. Je ne crois pas que la Chambre mérite d'être induite en erreur de la sorte.

Nous sommes ici pour parler d'un événement important pour les Canadiens, c'est-à-dire de création d'emplois. Tous les budgets reflètent le vrai visage de la société. Nous devons faire des choix pénibles. Les demandes sont innombrables.

Tous les députés, que ce soit pour satisfaire leur ambition personnelle ou pour leur collectivité, leur province ou leur région, ont une foule de demandes et ils souhaitent qu'elles soient exaucées. L'envers de la médaille, c'est que pour ces innombrables demandes, nous disposons malheureusement de ressources limitées. C'est difficile de devoir faire ces choix pénibles quand on fait partie du gouvernement.

Les députés inexpérimentés qui sont assis dans ce coin-là ne savent pas ce que c'est d'imprimer une certaine orientation au pays et de faire des choix pénibles quand les temps sont durs, et ceux qui sont dans ce coin-ci n'en ont fait l'expérience que pendant très peu de temps. Ce sont des choix difficiles. Il n'y a pas de solutions faciles dans le monde actuel. Il n'y a pas de solutions à l'emporte-pièce.

Nous espérons bien que les Canadiens ne se laisseront pas leurrer par ces faux prophètes. Ils comprennent très bien qu'il est temps de se mettre à faire des choix difficiles sur notre orientation future. Ce n'est pas parce que nous croyons que nous allons traverser une terrible dépression, comme le prétendent les députés d'en face. Nous savons que le seul moyen de relancer l'économie et de refaire la structure sociale, c'est de s'atteler à la tâche et de faire les choix qui s'imposent.

Les choix sont exposés sans ambages dans ce budget. Nous voulons créer des emplois pour les Canadiens. Après avoir vu comment la situation évoluait au Canada et dans le monde, nous avons compris qu'il fallait absolument veiller à ce que les gens aient du travail. Nous compatissons au sort des 1.2 millions de chômeurs canadiens. Il n'y a pas un seul député de ce côté-ci de la Chambre qui n'a pas visité les chômeurs de sa région et parlé à des bûcherons, à des travailleurs de l'automobile ou à des mineurs sans travail. Nous sommes au courant des souffrances et de l'angoisse de ceux qui sont sans travail. C'est pour cela que le gouvernement a mis de côté dans son budget 2.3 milliards de dollars pour créer immédiatement 200,000 emplois. C'est une chose qu'on ne peut pas laisser de

côté ou oublier. Ces 2.3 milliards de dollars représentent un engagement important de la part du gouvernement.

Les députés d'en face nous ont condamnés énergiquement. Ils affirment que nous modifions le régime fiscal, que nous réduisons l'indexation à 5 ou à 6 p. 100 pour certaines tranches d'imposition et que nous modifions les pensions et certaines allocations. C'est en effet ce que nous faisons. Nous le faisons parce que nous croyons que bon nombre de Canadiens éprouvent de la compassion à l'endroit de leurs compatriotes sans travail. Ils sont prêts à céder une petite partie de leurs avantages pour aider 200,000 Canadiens à retourner au travail.

Nous sommes convaincus que bon nombre de Canadiens sont prêts à partager au lieu de tout conserver jalousement et égoïstement comme les députés d'en face le préconisent. Nous sommes fermement convaincus que des millions de Canadiens se rendent compte que l'époque où nous pouvions nous replier égoïstement sur nous-même est révolue et que nous devons être prêts à partager. Nous devons être prêts à partager les responsabilités et les ressources parce que nous savons que nous vivons dans un monde où rien n'est facile.

Les députés d'en face prétendent que les problèmes de l'industrie du bois de charpente peuvent disparaître comme par magie grâce à quelques mots dans un budget. Ils oublient que 80 p. 100 des produits du bois fabriqués au Canada sont vendus à l'industrie du bâtiment aux États-Unis. Ils ne semblent pas savoir que le marché du logement aux États-Unis a baissé de plus de 50 p. 100 cette année par rapport à l'année dernière. Vu la taille du marché au Canada, même si nous dépensions 10 milliards de dollars, nous ne pourrions certainement pas compenser la baisse de la demande sur un tel marché.

**M. Kempling:** Il y a un million de mises en chantier aux États-Unis.

**M. Axworthy:** Oui, mais il y en avait deux millions l'an dernier. Si le député réussissait seulement à sortir du sommeil profond dans lequel il est plongé depuis vingt ans, il se rendrait compte de la réalité du monde qui est le nôtre. Le fait est que la construction domiciliaire a diminué de moitié. Le député aura l'occasion de réfuter ces statistiques.

La même chose vaut pour le secteur de l'automobile. Nous avons internationalisé nos économies. Nous avons tous dit qu'il était à notre avantage d'avoir une économie où prévalent le libre-échange et la libre circulation des capitaux. Toutefois, il y a un prix à payer pour cela. En effet, lorsque les taux d'intérêt augmentent aux États-Unis, si le Canada n'établit pas une certaine parité, on peut s'attendre à un exode massif de capitaux qui entraînera une déflation considérable de tout genre d'investissement.

Les députés du Nouveau parti démocratique affirment qu'ils réduiraient les taux d'intérêt. Et comment réagiraient-ils à l'exode de centaines de milliards de dollars? Quelle serait leur réaction? A quelle solution miracle auraient-ils recours? Il n'y a pas de solution miracle dans le monde d'aujourd'hui. Nous ne tenons pas en entendre davantage. Nous essayons de convaincre les Canadiens qu'il est temps de renoncer aux chimères et de faire des choix raisonnables et réalistes en fonction de la situation.